

Strasbourg, 24 novembre 2017

T-PD(2017)RAP35Abr

**COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR  
LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT  
DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

**35<sup>ème</sup> réunion plénière**

Strasbourg, 22-24 novembre 2017

---

**RAPPORT ABRÉGÉ**

Direction générale des droits de l'homme et de l'État de droit

1. Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatique des données à caractère personnel (STE n° 108, ci-après la « Convention 108 »), établi en vertu de l'article 18 de la Convention 108, a tenu sa 35<sup>ème</sup> réunion plénière<sup>1</sup> à Strasbourg, du 22 au 24 novembre 2017, sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour tel qu'adopté par le Comité et la liste des participants font l'objet des annexes 1 et 2 respectivement.

Le Comité :

2.1 prend note des informations fournies par M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la Société de l'information et de la lutte contre la criminalité, concernant en particulier la signature d'un accord avec les principaux acteurs de l'internet, sous la forme d'un échange de courriers entre le Secrétaire Général et les représentants de huit entreprises leader du secteur technologique et six associations ainsi que concernant la situation budgétaire complexe de l'Organisation. M. Kleijssen s'est félicité de la première participation de la Tunisie en tant que membre du Comité ;

2.2 prend note des derniers développements concernant la modernisation de la Convention 108, en particulier l'imminente finalisation des travaux menés par le Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique et l'adoption prochaine par l'Assemblée parlementaire de son avis sur la modernisation. Le Comité demande la finalisation d'urgence des travaux menés par le Comité des Ministres ;

2.3 prend note de l'état des adhésions à la Convention 108 et à son Protocole additionnel et se félicite en particulier de l'adhésion de la Tunisie à la Convention 108 et à son Protocole additionnel à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017 et de la demande d'adhésion formulée par le Mexique ;

2.4 examine le projet de recommandation sur la protection des données relatives à la santé, tient un échange de vues avec l'expert, Mme Jeanne Bossi Malafosse, et décide qu'une version révisée du projet de recommandation sera diffusée pour observations écrites (date limite : 15 décembre 2017) en vue de sa finalisation par le Bureau à sa prochaine réunion (18-20 décembre 2017) et de sa transmission aux comités compétents du Conseil de l'Europe pour observations. À la lumière de ces observations, une version finale du projet de recommandation sera soumise au Comité pour approbation lors de sa prochaine réunion plénière ;

2.5. examine le projet de guide sur l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police et décide, à l'issue de discussions approfondies, que les questions en suspens, notamment celle du champ d'application du projet de guide, seront finalisées après un appel à observations écrites en vue de l'adoption du guide par procédure écrite ;

2.6. prend note du rapport d'activité 2015-2017 présenté par la Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe et demande instamment à l'Organisation de réexaminer rapidement le Règlement de 1989 instituant un système de protection des données pour les fichiers de données à caractère personnel au Conseil de l'Europe, demandant à être consulté sur le projet de texte et soulignant l'importance pour la crédibilité de cette Organisation de garantir un niveau de protection des données à l'égard des traitements effectués par l'Organisation qui soit équivalent au niveau proposé dans la Convention modernisée ;

2.7. prend note des informations fournies par le Secrétariat sur les derniers développements liés à l'ICANN, en particulier sur la manifestation en marge sur « le respect du droit à la vie privée et l'ICANN » organisée lors de la 39<sup>ème</sup> Conférence internationale des Commissaires à la protection des données et au respect de la vie privée (ICDPPC) qui s'est tenue à Hong Kong le 27 septembre ; prend note de la présentation du projet de « Guide sur les principes de protection de la vie privée et des données pour le traitement des données en rapport avec l'ICANN » ; décide que le projet de guide sera transmis pour observations écrites en vue de sa finalisation ultérieure et de son adoption par procédure écrite ;

---

<sup>1</sup> Nombre de participants : 72 au total dont 41 femmes et 31 hommes.

2.8. prend note des informations fournies par Massimo Marelli, chef du Bureau de la protection des données, Comité international de la Croix-Rouge, concernant le manuel coédité par le Comité international de la Croix-Rouge et le « Privacy Hub » de Bruxelles et se félicite de cet important travail ;

2.9. prend note des informations fournies par Mme Pamela McCormick, juriste au greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, sur la jurisprudence récente de la Cour dans le domaine de la protection de la vie privée et des données à caractère personnel ;

2.10. prend note des informations sur la coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe, et en particulier des travaux du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) et de son Comité d'experts sur les intermédiaires de l'internet (MSI-NET), du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF), du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY), du Comité de bioéthique (DH-BIO) et de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) dans le domaine de la justice prédictive, saluant les travaux du Groupe de travail sur la qualité de la justice de la CEPEJ présentés par Mme Clementina Barbaro et M. Yannick Meneceur et en appuyant la participation d'un membre du Comité consultatif à ces travaux en 2018 ;

2.11. prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant les programmes de coopération mis en œuvre dans le domaine de la protection des données et convient de diffuser le projet de « Lignes directrices sur la protection de la vie privée dans les médias » pour observations écrites en vue de leur adoption par le Comité à sa prochaine réunion plénière ;

2.12. prend note des informations fournies par le Secrétariat sur la compilation d'avis, en particulier en ce qui concerne l'avis sur la demande d'adhésion du Mexique, ainsi que des informations communiquées à cet égard par Mme Patricia Kurczyn Villalobos, Commissaire de l'INAI ;

2.13. charge son Secrétariat, dans le cadre de son programme de travail pour 2018-2019, d'engager la procédure de sélection de consultants pour l'élaboration d'un rapport préliminaire sur l'intelligence artificielle et de poursuivre les travaux préparatoires concernant le lancement du « Prix de la protection des données Stefano Rodotà » ;

2.14. prend note des principaux développements intervenus aux niveaux national et international dans le domaine de la protection des données, en particulier, des événements organisés à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'Association des Autorités francophones de la protection des données à caractère personnel : l'AFAPDP (les 4-5 septembre 2017 à Tunis et le 11 décembre 2017 à Paris) et de la 39<sup>ème</sup> Conférence internationale des Commissaires à la protection des données et de la vie privée (25-29 septembre 2017, Hong-Kong, Chine) ainsi que du Forum sur la gouvernance de l'Internet qui se tiendra à Genève du 18 au 21 décembre 2017;

2.15. se prononce favorablement sur l'admission du Conseil à la Transparence du Chili, de la Commission de protection des données du Ghana, de l'État d'Israël et de la Commission Vie privée de la Nouvelle Zélande, en tant qu'observateurs auprès du Comité ;

2.16. confirme que les prochaines réunions du Bureau se tiendront du 18 au 20 décembre 2017 à Genève et du 26 au 28 mars 2018 à Paris et que la prochaine réunion plénière du Comité se tiendra à Strasbourg du 19 au 21 juin 2018.

## ANNEXE I.

### ORDRE DU JOUR

|                                       |   |
|---------------------------------------|---|
|                                       | <b>1. Ouverture de la réunion</b>   |
| <a href="#">T-PD(2017)RAP34Abr</a>    | Rapport abrégé de la 34 <sup>ème</sup> réunion plénière (Strasbourg, 19-21 juin 2017)   |
| <a href="#">T-PD-BUR(2017)42RAP</a>   | Rapport abrégé de la 42 <sup>ème</sup> réunion du Bureau (Paris, 11-13 septembre 2017)  |
| <a href="#">T-PD-BUR(2017)41RAP</a>   | Rapport abrégé de la 41 <sup>ème</sup> réunion du Bureau (Paris, 29-31 mars 2017)   |
| <a href="#">T-PD(2016)WPRRev</a>      | Programme de travail du T-PD 2016-2017  |
| <a href="#">T-PD(2017)WP2018-2019</a> | Programme de travail du T-PD 2018-2019  |
| <a href="#">T-PD(2017)Regl</a>        | Règlement intérieur   |
|                                       | <b>2. Adoption de l'ordre du jour</b>   |
|                                       | <b>3. Communication du secrétariat</b>  |
|                                       | <b>4. Modernisation de la Convention 108</b>  |
|                                       | Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.   |
|                                       | <ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108</a></li></ul>   |
|                                       | <ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108</a></li></ul>  |
| <a href="#">T-PD(2016)01</a>          | <ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">APCE Rapport</a> - Projet de Protocole d'amendement à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) et à son rapport explicatif.</li><li>• Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)</li></ul> |
| <a href="#">T-PD-BUR(2013)02Rev5</a>  | Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)  |
|                                       | <b>5. Etat des signatures, ratifications et adhésions</b>   |
|                                       | Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.   |
|                                       | <ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Convention 108: tableau des signatures et ratifications</a></li><li>• <a href="#">Protocole additionnel: tableau des signatures et ratifications</a></li></ul>  |
|                                       | <b>6. Protection des données relatives à la santé</b>   |
|                                       | Expert: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Paris, France.  |
|                                       | Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et examinera la version révisée du projet de Recommandation ainsi que le projet d'exposé des motifs en vue de leur approbation.  |
| <a href="#">T-PD(2017)03Rev</a>       | Projet de Recommandation en matière de protection des données relatives à la santé  |
| <a href="#">T-PD(2017)15</a>          | Projet d'exposé des motifs  |

|   |  |
|---|--|
| <a href="#">T-PD(2015)07</a>                | Rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse   |
| <a href="#">Recommandation N° R (97) 5</a>  | sur la protection des données médicales  |
|   | <b>7. Protection des données et police</b>   |
|   | Action requise : Le Comité examinera la version finale du projet de guide en vue de son adoption.  |
| <a href="#">T-PD(2016)02rev11</a>           | Projet de guide pratique sur l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police -   |
| <a href="#">T-PD(2017)16Rev</a>             | Compilation des commentaires sur le projet de guide pratique sur l'utilisation de données à caractère personnel par la police -  |
| <a href="#">T-PD(2013)11</a>                | Recommandation No. R (87)15 – « Vingt-cinq ans après - rapport final » par Joseph A. Cannataci (anglais uniquement)  |
| <a href="#">Recommandation N° R (87) 15</a> | Recommandation No. R(87) 15 visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police   |
|   | <b>8. Protection des données et action humanitaire</b>   |
|   | <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations présentées par M. Massimo Marelli, Chef du Bureau de protection des données, CICR Genève, au sujet du <a href="#">manuel</a> coédité par le Comité international de la Croix-Rouge et le Centre de protection de la vie privée de Bruxelles. |
|   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">MANUEL</a> (en version anglaise uniquement)</li> </ul>  |
|   | <b>9. ICANN</b>  |
|   | <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations présentées par le Secrétariat et décidera des suites à donner.   |
| <a href="#">T-PD(2017)20</a>                | Projet de guide (anglais seulement)  |
|   | <b>10. Jurisprudence</b>   |
|   | <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat et par le représentant de la Commission européenne.  |
|   | Présentation sur la Jurisprudence récente de la Cour: Mme Pamela McCormick, juriste, Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme  |
|   | <a href="#">Jurisprudence de la Cour</a> (Compilation CEDH en version anglaise)  |
|   | <a href="#">Guide Article 8</a> (version anglaise)   |
|   | <b>11. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe</b>  |
|   | <a href="#">Echange de lettres</a> – leader du secteur de l'internet   |
|   | <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.   |

|                                       |   |
|---------------------------------------|---|
|                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Comité Directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)</a></li> <li>○ <a href="#">MSI-NET</a> (version anglaise uniquement)</li> <li>• <a href="#">CAHENF</a> (Projet de Recommandation CM/REC(2018)x du Comité des Ministres aux États membres sur des lignes directrices relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits des enfants dans l'environnement numérique (projet révisé, 24 octobre 2017))</li> <li>• <a href="#">Cybercriminalité (T-CY)</a></li> <li>• <a href="#">Comité de Bioéthique (DH-BIO)</a></li> <li>• <a href="#">Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC)</a></li> <li>○ <a href="#">Plan d'action (2016-2020) sur le crime organisé transnational</a></li> <li>• <a href="#">Economic Crime</a></li> <li>• <a href="#">CEPEJ</a></li> </ul> |
|                                       | <b>12. Projets de coopération</b>   |
|                                       | <u>Action requise:</u> Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat et décidera des suites à donner.   |
| <a href="#">T-PD(2017)21</a>          | "Guidelines safeguarding privacy in the Media" (version anglaise)   |
| <a href="#">HELP in the 28</a>        | Protection des données et droit au respect de la vie privée   |
| <a href="#">T-PD(2017)13</a>          | Projets de coopération du CdE dans le domaine de la protection des données (document d'information) (version anglaise)  |
|                                       | <b>13. Avis</b>   |
|                                       | <u>Action requise:</u> Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.   |
| <a href="#">T-PD(2017)07Bi</a>        | Compilation des avis  |
|                                       | <b>14. Programme de travail 2018-2019</b>   |
|                                       | <u>Action requise:</u> le Comité prendra note des informations présentées par le Secrétariat et décidera des suites à donner.   |
| <a href="#">T-PD(2017)WP2018-2019</a> | Programme de travail 2018-2019<br><a href="#">Proposition d'un prix</a> (anglais seulement)   |
|                                       | <b>15. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données</b>   |
|                                       | <u>Action requise:</u> Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.   |
|                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">10<sup>ème</sup> Conférence de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP), (4-5 septembre 2017, Tunis, Tunisie)</a> et 10<sup>ème</sup> Anniversaire (11 décembre 2017, Paris, France) ;</li> <li>• <a href="#">39<sup>ème</sup> Conférence internationale des commissaires à la protection des données et à la vie privée ("ICDPPC"), (25-29 septembre 2017, Hong-Kong, Chine).</a></li> <li>• <a href="#">Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) (18-21 décembre 2017, Genève, Suisse)</a></li> </ul>   |

|                              |  |
|------------------------------|--|
|                              | <b>16. Commissaire à la protection des données personnelles</b>  |
|                              | <u>Action requise:</u> Le Comité prendra note des informations fournies par la Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe. |
|                              | <a href="#">Rapport d'activité</a> (en anglais uniquement)   |
|                              | <a href="#">Règlement du Secrétaire Général</a>  |
|                              | <b>17. Observateurs</b>  |
|                              | <u>Action requise:</u> le Comité examinera les demandes reçues et prendra note des informations fournies par les observateurs.                 |
| <a href="#">T-PD(2017)10</a> | Observateurs - Etat des lieux et critères d'admission  |
|                              | <b>18. Prochaines réunions</b>   |
|                              | <u>Action requise :</u> Le Comité prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions.   |
|                              | <b>19. Questions diverses</b>  |

## ANNEXE II.

### LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

#### MEMBERS / MEMBRES

##### ALBANIA / ALBANIE

Anola Xhuli, Information and Data Protection Commissioner (IDP), Director of the Department of Legal Affairs

Meri Dedaj, Information and Data Protection Commissioner (IDP), Head of the Sector of Legislation, Department of Legal Affairs

##### ANDORRA / ANDORRE

Anna Cadena, Data Protection Agency, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, 5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

Joan Crespo, Head of the Data Protection Agency, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, -5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

##### ARMENIA / ARMENIE (apologised / excusé)

##### AUSTRIA / AUTRICHE

Stefanie Pitsch, Austrian Data Protection Authority, Hohenstaufengasse 3, 1010 Vienna

##### AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Farid Gurbanli, Head Legal advisor of the Legal Provision Office of The State Security Service, Parliament avenue 14, Baku

##### BELGIUM / BELGIQUE

Ketsia Malengreaux, Attachée, SPF Justice, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service des droits de l'Homme – Protection de la vie privée, 5-8 Avenue de la Porte de Hal, 1060 Bruxelles

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, 35 Rue de la presse, 1000 Bruxelles

##### BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZEGOVINE

Emir Muratović, Senior advisor for inspection supervision, Personal Data Protection Agency in Bosnia and Herzegovina, Vilsonovo šetalište br. 10, 71000 Sarajevo

##### BULGARIA / BULGARIE (apologised / excusé)

##### CROATIA / CROATIE

Maja Peran, Personal Data Protection Agency, Martićeva 14, 10000 Zagreb, Croatia

##### CYPRUS / CHYPRE (apologised / excusé)

##### CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

##### DENMARK / DANEMARK

Neda Marica, Fuldmægtig, Danish Ministry of Justice, Data Protection Division, Slotsholmsgade 10, DK-1216 Copenhagen K

**ESTONIA / ESTONIE**

Kaja Puusepp, Development Director, Data Protection Inspectorate for Data Privacy and Freedom of Information, Väike-Ameerika 19, 10129 Tallinn

**FINLAND / FINLANDE**

Leena Vettenranta, Senior Specialist (Data Protection), Ministry of Justice, PO Box 25, FI-00023

**FRANCE**

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

**GEORGIE / GEORGIA**

Tamar Kaldani, Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Uwe Wusterhausen, Data Protection Unit (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Alt-Moabit 140, D-10557 Berlin

Paul Gaitzsch, Federal Ministry of the Interior

Philipp Sartory, Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Referat 14 Europäische und Internationale Angelegenheiten / European and International Affairs, Husarenstrasse 30, 53117 Bonn

**GREECE / GRECE**

Evangelos Papakostantinou, Lawyer, Hellenic Ministry of Justice, Leoforos Mesogeion 96, Athens, GR11527, Greece

**HUNGARY / HONGRIE**

Julia Sziklay, Head of Department for International Affairs and Public Relations, National Authority for Data Protection and Freedom of Information, H-1125 Budapest, Szilágyi Erzsébet fasor 22/C

**ICELAND / ISLANDE**

Helga Sigrídur Thorhallsdóttir, Legal expert, Data Protection Authority, Raudararstigur Nr 10, 105 Reykjavík

**IRELAND / IRLANDE**

Noreen Walsh, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square Redmond's Hill, Dublin 2

**ITALY / ITALIE**

Alessandra Pierucci, (Chair/Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

**LATVIA / LETTONIE (apologised / excusé)****LIECHTENSTEIN (apologised / excusé)****LITHUANIA / LITUANIE**

Rita Vaitkevičienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate, A. Juozapavičiaus str. 6, Slucko str. 2, 09310 Vilnius

**LUXEMBOURG**

Gérard Lommel, (Second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

**MALTA / MALTE**

Ingrid Camilleri, B.A., LL.D., Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner, Airways House, Second Floor, High Street, Sliema SLM 1549

**MAURITIUS / MAURICE (apologised / excusé)**

**MONACO**

Corinne Laforest de Minotty, Inspection générale de l'administration, Chef de l'Inspection Générale de l'Administration, Ministère d'Etat - Place de la Visitation, 98000 Monaco

**MONTENEGRO (apologised / excusé)**

**NETHERLANDS / PAYS-BAS (apologised / excusé)**

**NORWAY / NORVEGE (apologised / excusé)**

**POLAND / POLOGNE**

Urszula Góral, Director of the Social Education and International Cooperation Department, Bureau of the Inspector General for Personal Data Protection, ul. Stawki 2, 00-193 Warszawa

**PORTUGAL**

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova, 48 Serghei Lazo street, MD-2004 Chisinau

**ROMANIA / ROUMANIE (apologised / excusé)**

**RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Konstantin Kosorukov, Head of Division, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Anton Markovskiy, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

**SAN MARINO / SAINT MARIN (apologised / excusé)**

**SENEGAL**

Mohamed Diop, Chef de la Division Juridique, Commission de Protection des données personnelles (CDP), BP 25528 Dakar - Fann, 34 Sicap Mermoz VDN Lot B.  
34, Mermos VDN, Dakar

**SERBIA/SERBIE**

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

**SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (apologised / excusé)**

**SLOVENIA / SLOVENIE (apologised / excusé)**

**SPAIN / ESPAGNE (apologised / excusé)**

**SWEDEN / SUEDE (apologised / excusé)**

**SWITZERLAND / SUISSE**

Jean-Philippe Walter, (first Vice-Chair / premier Vice-président), Préposé fédéral suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Feldeggweg 1, 3003 Berne

**“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »**

Igor Kuzevski, Secretary General, Directorate for Personal Data Protection, Goce Delcev 18, 1000 Skopje

### **TUNISIA / TUNISIE**

Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles, 1, rue Mohamed Moalla, 1002, Tunis

### **TURKEY / TURQUIE**

Faruk Bilir, President, Personal Data Protection Authority

Tuba Kendir Tunali, Head of Department, Personal Data Protection Authority

Demet Aslaner Keklikkiran, Head of Department, Personal Data Protection Authority

Abdullah Ömeroğlu, Judge, Ministry of Justice

### **UKRAINE**

Iryna Bisyk, acting Head of the Department for personal data protection

### **UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Olufemi Animashaun, Senior Policy Advisor, EU and International Data Protection Policy, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

### **URUGUAY**

Federico Monteverde, President of the Data Protection Authority of Uruguay (URCDP), Liniers 1324, piso 4, Montevideo, Uruguay

## **OBSERVERS / OBSERVATEURS**

### **FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)**

Jean-Philippe Walter, Chair / Président, Association francophone des autorités de protection des données personnelles, 8 rue Vivienne CS 30223, 75083 Paris Cedex 2

### **ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)**

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

### **EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)**

Olivier MATTER, Legal & Policy Officer, Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

### **EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE**

Lukasz Rozanski, DG Justice Unit C4, Rue de la Loi 200, 1049 Brussels

### **EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ) (apologised / excusé)**

### **INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC) / CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE (CIC) (apologised / excusé)**

### **INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC / CICR)**

Massimo Marelli, Lawyer/Head of Data Protection Project, Communication & Information Management Department, ICRC Geneva

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

**INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS /  
CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET  
DE LA VIE PRIVEE**

Nana Botchorichvili, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales, Présidence G29,  
Working Party 29 Presidency, 3 Place de Fontenoy, TSA 8071, 75334 PARIS CEDEX 07

**INTERPOL (apologised / excusé)**

**MOROCCO / MAROC**

Rachid Haddouchane, Head of Information Systems Department of CNDP, Commission Nationale de  
contrôle de la protection des données à Caractère Personnel (CNDP), Imm. Les patios, bd Annakhil,  
3<sup>e</sup> étage, Hay Riad Rabat

**MEXICO / MEXIQUE**

María Patricia Kurczyn Villalobos, Commissaire de l'institut National de Transparence, d'accès à  
l'information et protection des données du Mexique (INAI), Insurgentes Sur 3211, Col. Insurgentes  
Cuicuilco, Del. Coyoacán, Mexico D. F. C.P. 04530

María Noemí Hernandez Tellez, Observateur Permanent Adjoint du Mexique auprès du Conseil de  
l'Europe

**PHILIPPINES**

Ivy d. Patdu, Deputy Commissioner, National Privacy Commission, Republic of the Philippines  
Roren Marie M. Chin, Development Management Officer IV, National Privacy Commission, Republic of the  
Philippines

Christopher Malorre Calaquian, Philippine General Hospital

**REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIQUE DE COREE (apologised / excusé)**

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

**COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA  
PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Eva Souhrada-Kirchmayer, Council of Europe, Strasbourg, France

**EXPERTS SCIENTIFIQUES / SCIENTIFIC EXPERTS**

Jeanne Bossi-Malafosse, Consultant / Consultante

**INVITED GUESTS / INVITES**

Jutta Seidel, Senior Legal Associate  
UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg

**COUNCIL OF EUROPE BODIES / ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**European Court of Human Rights / Cour européenne des droits de l'homme**

Pamela McCormick, Registry Lawyer, ECtHR

## SECRETARIAT

### **Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

#### **Bioethics / Bioéthique**

Laurence Lwoff, Secretary of DH-BIO / Secrétaire du DH-BIO

#### **The European Commission for the Efficiency of Justice / Commission européenne pour l'efficacité de la justice**

Clementina Barbaro, Head of Unit / Chef d'Unité, Justice Reform Co-operation / Coopération dans le domaine de la réforme

Yannick Meneceur, Secretariat of the Committees for Justice (CEPEJ)

#### **Directorate of Information Society and Action against Crime / Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité**

Jan Kleijssen, Director / Directeur

#### **Information Society Department / Service de la société de l'information**

#### **Media and Internet Governance Division / Division des Médias et de la gouvernance de l'Internet**

Urška Umek, Secretary of MSI-MED / Secrétaire du MSI-MED

Paraskevi Logotheti, trainee / stagiaire

#### **Data Protection Unit / Unité de la protection des données**

Luca Bettoni, trainee / stagiaire

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant, Media and Internet Division, Directorate  
General Human Rights and Rule of Law

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Sophie Kwasny, Secretary of Committee of Convention 108 / Secrétaire du Comité de la Convention  
108

## INTERPRETERS / INTERPRETES

Clarissa Worsdale  
Rebecca Bowen  
Lea Ouedraogo